

Convention précaire et révocable

Entre,

La ville de CORBAS, représentée par son Maire, Monsieur Alain VIOLLET agissant dans le cadre de la délibération n° VILLE_2020DL053 du conseil municipal du 25 mai 2020 dénommée ci-après la ville,

ET

Madame Amel NASSRI née le 4 décembre 1985 à Lyon 2ème

et

Monsieur Faïssoil ALI né le 16 août 1987 à Nioumadzaha Bambao

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Contrat administratif

La ville est propriétaire d'un logement d'urgence situé rez de chaussée, Pavillon 33. Il appartient au domaine public de la ville et ne peut être soumis qu'à une convention précaire et révocable, prérogative exorbitante de puissance publique.

Article 2 : Désignation des lieux

L'appartement situé au rez de chaussée est d'une superficie totale de 79,9 m², comprenant :

- ⇒ cuisine,
- ⇒ salle de séjour,
- ⇒ 4 chambres,
- ⇒ salle de bains,
- ⇒ sanitaires,

Article 3 : Objet du contrat

La ville loue à Madame Amel NASSRI et Monsieur Faïssoil ALI l'appartement ci-dessus désigné et ceux-ci l'acceptent dans les conditions suivantes.

Article 4 : État des lieux

Les locataires prennent l'appartement en l'état où il se trouve. Un état des lieux sera établi contradictoirement par les parties lors de l'entrée dans les lieux, et sera annexé à la présente convention.

Article 5 : Obligations de la commune

La commune s'engage à assurer au preneur la jouissance paisible et à entretenir les locaux en bon état de fonctionnement.

Article 6 : Obligations du preneur

Le preneur répondra des dégradations et des pertes survenant pendant la durée de la convention.

Le preneur s'engage à user paisiblement des locaux, à s'assurer contre les risques locatifs dont il doit répondre en sa qualité de preneur (incendie, dégâts des eaux...).

Le preneur s'engage à jouir de l'appartement en bon père de famille, et à le maintenir en bon état de location.

Le preneur laissera s'exécuter dans les lieux loués les travaux d'amélioration nécessaires à l'immeuble pour le maintenir en état. À ce titre, il s'engage à ne réclamer aucune indemnité provenant de troubles engendrés par ces derniers et à faciliter leur réalisation.

Aucune transformation des locaux et équipements ne pourra avoir lieu sans l'accord écrit et préalable du propriétaire. En cas de méconnaissance par la locataire, le bailleur pourra exiger la remise en état des lieux ou des équipements au départ du locataire (et à ses frais). À défaut, la ville pourra, si elle le souhaite, conserver les transformations effectuées sans que le locataire ne puissent réclamer une indemnisation pour les frais engagés.

Le preneur s'entendra avec la ville, pour laisser visiter les lieux à toute époque. Il devra de plus justifier du paiement des impôts et rendre le logement en bon état de toutes réparations.

Article 7 : Prix de la convention

La convention est acceptée moyennant le paiement d'une redevance d'occupation de 163,94 € par mois, charges comprises, payable le 5 de chaque mois.

La redevance est réévaluable à chaque échéance.

Article 8 : Durée de la convention

La convention est conclue à partir du 29 août 2024 pour une durée de 4 mois, renouvelable une fois.

Article 9 : Fin de la convention

La présente convention est précaire et révocable, en conséquence la ville est en droit d'y mettre fin à tout moment sans préavis. Le congé sera donné par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait le , en deux exemplaires originaux.

Le Maire,
Alain VIOLLET

Les Preneurs
Amel NASSRI et Faïssou ALI

